

Nous publions un texte préparé par Jean-René Chauvin fin mai. Il y présente son appréciation de la situation politique et du programme qui lui paraît correspondre à cette situation. Il défend aussi une conception précise de la perspective d'Etats généraux, qu'il situe dans le cadre de ce que fut historiquement le Bloc Ouvrier et Paysan en Espagne. En conclusion de sa lettre, Jean-René Chauvin écrit que « personne n'est obligé(e) de penser comme lui ». Dans l'éditorial, nous défendons une conception très différente, fondée sur une appréciation de la situation politique, dans laquelle les protagonistes vraiment décisifs sont les milliers de militants, dont beaucoup se voient encore simplement comme des « citoyens » et où la « question sociale » par excellence (à savoir qui contrôle les moyens de production et de vie de la société, et par rapport à quels buts et quelles priorités) est la première à laquelle il faut répondre aujourd'hui. Mais la lettre de Jean-René Chauvin met bien en lumière les défis auxquels il faut essayer de répondre.

Un texte de Jean-René Chauvin

Chers camarades,

J'ai participé depuis un certain temps à vos réunions, et je lis avec attention votre matériel (la revue, mais aussi les suppléments, comme celui que vous avez fait paraître à l'occasion des élections municipales). Afin de pousser plus loin les discussions sur les perspectives que se donne Carré Rouge, je vous fais part de mes réflexions.

Dans une communauté nationale qui ressemble plus à une monarchie plé-

biscitaire qu'à une république, où l'enflure de la publicité et des médias réduit la cervelle des vaillants courriers à un petit pois et transforme ce qui devrait être une élection, c'est à dire un choix politique, social et culturel, en un défilé de mannequins bavards, il est urgent de ramer à contre-courant. Nous devrions en premier lieu dénoncer très vivement cette foire qui n'a rien à voir avec la démocratie, et nous prononcer sans équivoque pour l'abrogation de la

Constitution née du coup d'Etat militaire de mai 1958, et pour l'élection d'une Assemblée constituante élue selon une loi spécifique, assurant à la fois la parité hommes-femmes et la représentation proportionnelle des familles politiques.

Mais ce n'est pas le comité de rédaction d'une revue trimestrielle qui peut couvrir les voix diluviennes des émetteurs de radios et de télévision. Nous devons changer de nature, trouver des alliés et le moyen de les rassembler dans une action qui perce le mur du ghetto dans lequel l'avant-garde est enfermée. Pour atteindre cet objectif, nous devons chercher par quel cheminement nous devons passer, tant sur le plan de l'organisation que sur le plan politique. Jusqu'à présent, aussi bien Carré Rouge que A Contre Courant, l'Abeille rouge, l'ART, Cinquième Zone, dont les militants interviennent fréquemment dans vos réunions, ou le bulletin dont je m'occupe, Cocllico*, ne regroupent que des camarades engagés dans des discussions de clarification théorique, et qui sont des observateurs, certes attentifs, et à mon avis pertinents, de la situation politique comme du mouvement social. Les discussions sont également alimentées par ceux qui participent à des regroupements locaux, ou au sein d'une organisation comme ATTAC.

Nous devons devenir des acteurs reconnus à une plus large échelle. Nous ne serons pas de tels acteurs avec une revue trimestrielle. Il nous faut pour commencer une publication qui soit au minimum hebdomadaire afin d'être en phase avec la « marche des événements » selon le mot d'un flic français qui avait arrêté Trotsky. Quel sorte d'hebdomadaire, compte tenu de nos faibles moyens? C'est la première question à laquelle

nous devons réfléchir. Deuxièmement, pour qui ? A mon avis dirigé vers les nouvelles organisations syndicales telles que les SUD, le groupe des Dix, la CNT, et vers la multitude des associations : ATTAC, Sans-Papiers, DAL, Motivé(e)s, etc... Cela suppose la mise en place d'une organisation militante ouverte vers l'ensemble des groupes contestataires.

Il nous faut, comme toute chose vivante, un acte de naissance. Dans le supplément de mars sur les élections municipales, puis dans l'édito du n°17, Carré Rouge a défendu l'idée d'un combat pour la tenue d'Etats généraux. C'est une chose à laquelle j'ai réfléchi de mon côté, sous la forme de l'organisation d'Etats généraux auxquels seraient invités l'ensemble des organisations et groupes de l'extrême-gauche, y compris les Alternatifs (ex-PSU) et écologistes. La Gauche socialiste s'est également emparée du terme, en s'adressant aux forces politiques qui l'intéressent. Dans son n° 820 du 15 mai, son hebdo A Gauche, « La Gauche socialiste propose au parti socialiste, en premier lieu, mais aussi à toute la gauche plurielle, des Etats généraux, notamment contre la prétendue refondation sociale du Medef ». Certes, l'extrême-gauche n'est pas citée. Mais pourquoi ne pas s'y inviter en y développant un ensemble de propositions, qui vraisemblablement ne seraient pas retenues par les caciques sociaux-démocrates, mais pourraient peut être (rien n'est jamais garanti) créer un événement en même temps que nous faire sortir de l'anonymat. Au sein d'un débat de la gauche plurielle, nous pourrions tenter de cristalliser « un Bloc ouvriers-paysans (et peut-être ajouter artisans) » qui aurait au moins l'avantage de présenter une caractéristique

sociale nettement définie.

J'ai eu l'occasion de rappeler que dans les années 30, l'Espagne a connu une crise politique majeure, dictature de Primo de Rivera, chute de la royauté, révolte des mineurs des Asturies, et que le mouvement ouvrier espagnol s'est développé, bien qu'étant très divisé. S'est constitué d'abord une Alliance ouvrière, puis un Bloc ouvrier et paysan composé d'anarchistes, de diverses fractions communistes, et d'organisations de petits paysans. En 1935, ce bloc s'est unifié et transformé en POUM. Le contexte d'aujourd'hui en France a bien des différences avec celui de l'Espagne des années 30, mais il a cependant deux caractéristiques communes ; l'une, c'est la crise politique de la monarchie plébiscitaire, l'autre c'est le décrochement d'une partie de l'électorat de la gauche plurielle vers l'extrême-gauche. Nous ne pouvons évidemment prévoir si nous serions acceptés. Mais si nous sommes plusieurs à nous y inviter, le refus des dirigeants sociaux-démocrates ferait scandale. Ainsi, acceptés ou refusés, nous sortirions de l'anonymat. Je ne fais qu'une suggestion. C'est à vous d'y réfléchir. Mais pour réussir cette opération tactique il nous faut contacter et surtout persuader nos partenaires les plus proches, la LCR, LO, le PT, les Alternatifs, les SUD, la CNT, l'Ecole Emancipée, DAL, les Sans-Papiers, etc... Enfin notre initiative a des chances d'être bien vue de la part d'un certain nombre de militants de la Gauche socialiste.

QUE NOUS PARTICIPIONS OU NON AUX ETATS GÉNÉRAUX DE LA GAUCHE PLURIELLE, RIEN NE NOUS INTERDIT DE REBONDIR EN ORGANISANT DES ETATS GÉNÉRAUX OUVRIERS, PAYSANS ET ARTISANS.

Reste à préciser ce que nous devons proposer à nos alliés éventuels en ce qui concerne l'organisation de ce Bloc. Il est clair qu'après des années- 30 au moins de scission entre les différentes paroisses trotskystes, il ne peut être question de proposer une fusion, ni aux organisations syndicales, ni aux associations à but spécifique, mais peut-être aux Alternatifs. Il faut laisser à chaque organisation sa liberté. Mais nous pouvons proposer qu'à l'échelon national se constitue un comité de liaison et d'animation composé de représentants de chaque organisation et de représentants des inorganisés, et de même à l'échelon départemental. Cette disposition, assez souple, pourrait peut-être permettre l'adhésion directe de sympathisant(e)s qui ne se reconnaissent pas dans les actuelles organisations de l'extrême-gauche. En outre, cette disposition créerait un climat de collaboration entre les militant(e)s de ces diverses organisations, qui en général s'ignorent.

MAIS SURTOUT IL FAUT PROPOSER UN PROGRAMME SANS ÉQUIVOQUE. VOICI CE QUE JE DÉFENDS.

Sur le plan politique, une nouvelle Constitution qui supprime les pouvoirs exorbitants du président de la République (on peut proposer à la place un présidium de 5 ou 6 membres, chacun[e] présidant à son tour pendant un an) .Une seule Assemblée élue au suffrage universel, selon le dispositif indiqué plus haut.(parité H-F et proportionnelle). L'interdiction pour les élu(e)s d'accomplir plus de deux législatures consécutivement, afin de limiter le carriérisme et le clientélisme.

Sur le plan économique, la limitation du patrimoine mobilier, immobilier et foncier de chacun(e) à 1

million d'euros, l'excédent étant exproprié au bénéfice du Trésor. Démantèlement des groupes financiers et industriels. Nationalisation de la Banque de France. Nationalisation ou re-nationalisation des grands services publics, Education (intégration de l'Alsace-Lorraine au régime commun), Santé, Transports, P et T, Distribution de l'eau. Redéploiement des lignes secondaires de la SNCF afin de limiter les transports routiers et la pollution. Sortie progressive du nucléaire et implantation d'un maillage de petites centrales hydroélectriques. Modernisation des voies navigables. Contrôle des prix. Soutien au secteur coopératif fonctionnant démocratiquement.

Sur le plan social, fermeture des officines de travail temporaire, interdiction des horaires flexibles, contrôle de l'embauche par les organisations syndicales, remise en vigueur de l'autorisation de l'inspecteur du travail pour tout licenciement collectif. Sécurité sociale, retour généralisé à la retraite par répartition. Régularisation des Sans-Papiers, réquisition des logements inoccupés au profit des mal-logés. Construction de HLM et lutte contre la spéculation immobilière.

Sur le plan culturel, démantèlement des grands groupes d'annonceurs publicitaires, interdiction des grands panneaux le long des routes, limitation de la publicités au cinéma et à la télévision.

Sur le plan international, soutien prioritaire aux organisations ouvrières et aux peuples colonisés, (Tchéchénie, Palestine arabe, Tibet, Afrique noire). Soutien à une Europe fédérale démocratique,

avec une banque contrôlée par le Parlement européen, renégociation des traités de Maastricht et d'Amsterdam. Sortie de l'Otan.

Comme toujours, quand on prend une initiative, la réussite n'est jamais garantie. « On s'engage et on voit. » Mais si on ne s'engage pas, on ne risque pas de connaître de succès. L'avenir n'appartient, disais-je, je ne sais plus qui, qu'à ceux qui savent penser et qui savent lutter. Aucun, ni aucune de vous n'est obligé(e) de penser comme moi.